

# «Il n'y a ni cabinet noir, ni pouvoir occulte à Alger»

Page 2

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4344 - Ven. 8 - Sam. 9 décembre 2017 - Prix : 10 DA

Grève du Cnapeste depuis 10 jours

## Les examens ajournés à Béjaïa

Page 24



Benjamin Stora à propos de la question de mémoire entre Algérie et France

## «Au-delà des déclarations, il faut des gestes concrets»

Page 3

### Est-ce la fin aussi du processus de Genève ?

Par Mohamed Habili

La délégation représentant le gouvernement de Damas et conduite par Bachar Jaafari a quitté il y a trois jours Genève, où avaient repris les négociations avec l'opposition, sur une déclaration fracassante qui ne laissait pas présager un prompt retour de sa part. Elle n'en sera pas moins présente à Genève le 10 de ce mois, ainsi que vient de l'annoncer l'émissaire onusien, Steffan de Mistura, qui par la même occasion a tenu à préciser les sujets qui seront abordés dans la deuxième phase de cette huitième rencontre : la nouvelle constitution et l'organisation d'élections une fois conclu l'accord entre les deux parties. Parallèlement à cette annonce, le président russe a proclamé la victoire sur Daech de part et d'autre de l'Euphrate, c'est-à-dire dans ses derniers retranchements. Pour être faites indépendamment l'une de l'autre, ces deux déclarations n'en concordent pas moins sur deux points importants, quoiqu'implicites l'un comme l'autre. Le premier est qu'il ne sera pas question dans cette deuxième phase du préalable posé par l'opposition portant sur le départ du président syrien, et donc par la même occasion du régime dont il est l'incarnation, condition sine qua non qui a causé le départ de la délégation conduite par Jaafari. Le deuxième est que ce huitième round de ce qu'on appelle le processus de Genève, entre autres par opposition à celui d'Astana, est conçu pour être le dernier.

Suite en page 3

Des manifestations violemment réprimées par l'occupant israélien à El Qods

# La décision de Trump provoque la colère des Palestiniens



Les Palestiniens continuaient d'exprimer leur colère hier contre la reconnaissance américaine d'Al Qods comme la capitale d'Israël. Le Hamas appelait, quant à lui, à une nouvelle intifadha contre cette initiative potentiellement explosive. En effet, la déclaration de Donald Trump remet le feu aux poudres. Lire page 2

Le ministre des Transports Abdelghani Zaalane :

## «Air Algérie n'est pas en faillite mais souffre de difficultés financières»

Page 4

Projection du documentaire «Vivre avec son œil»

## Marc Garanger témoigne de l'atrocité coloniale

Page 13

Des manifestations violemment réprimées par l'occupant israélien à El Qods

# La décision de Trump provoque la colère des Palestiniens

■ Les Palestiniens continuaient d'exprimer leur colère hier contre la reconnaissance américaine d'Al Qods comme la capitale d'Israël. Le Hamas appelait, quant à lui, à une nouvelle intifadha contre cette initiative potentiellement explosive. En effet, la déclaration de Donald Trump remet le feu aux poudres.

Par Meriem Benchaouia

Pour beaucoup, cette décision est une provocation, mais aussi un frein à la paix dans la région. Une tension régnait hier autour de la Mosquée al Aqsa sur l'esplanade des Mosquées, où l'occupant israélien a déployé des centaines de policiers à l'occasion de la prière du vendredi. Des manifestations palestiniennes hier à El Qods et en Cisjordanie occupées pour dénoncer la décision du président américain Donald Trump de reconnaître El Qods comme capitale d'Israël, ont été violemment réprimées par les forces d'occupation israéliennes. Les Palestiniens manifestaient leur «rage» après la décision américaine vivement condamnée par l'ensemble de la communauté internationale. Des heurts ont opposé plusieurs dizaines de manifestants et une cinquantaine de policiers israéliens dans les rues de la Vieille ville, à El Qods-Est, a rapporté un photographe de l'AFP, précisant que les policiers israéliens ont matraqué les manifestants pour les repousser dans les rues adjacentes. A El Qods et en Cisjordanie, les confrontations sont restées limitées en milieu de journée. A El Khalil, Beitléhem, Areha et près de Naplouse, les forces d'occupation ont tiré des balles en caoutchouc et lancé du gaz lacrymogène contre les jeunes palestiniens, selon des journalistes et des témoins. Dans la matinée, une tension régnait autour de la Mosquée al Aqsa sur l'esplanade des Mosquées, où l'occupant israélien a déployé des centaines de policiers avant la prière du vendredi après les appels à protester contre la reconnaissance par Donald Trump d'El Qods comme capitale d'Israël, selon les médias. De son côté, le président palestinien Mahmoud Abbas a affirmé que les Etats-Unis ne pouvaient plus jouer leur rôle historique d'intermédiaire de la paix avec les



Israéliens. «Par ces décisions déplorables, les Etats-Unis sapent délibérément tous les efforts de paix et proclament qu'ils abandonnent le rôle de sponsor du processus de paix qu'ils ont joué au cours des dernières décennies», a-t-il ajouté sur la télévision palestinienne.

## Vives réactions à travers le monde

La décision de Donald Trump de reconnaître El Qods comme capitale d'Israël continue de susciter de vives réactions du monde entier, à tel point que nombre d'organisations internationales ont décidé de se réunir d'urgence en vue d'agir face aux nouveaux développements qui risquent d'ouvrir la voie à un nouvel épisode d'embrasement. La cheffe de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, s'est alarmée d'un retour «à des temps encore plus sombres que ceux que nous vivons aujourd'hui». La Russie s'est dite «très inquiète», rapporte l'AFP. La déci-

sion américaine plonge la région «dans un cercle de feu», a déclaré le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui s'emploie à mobiliser le monde musulman. Même le grand allié saoudien des Etats-Unis a parlé d'acte «irresponsable». Le Conseil de sécurité de l'ONU devait se réunir en urgence hier à la demande de huit pays, dont l'Egypte, la France et le Royaume-Uni. La décision du président américain Donald Trump de reconnaître la ville sainte d'El Qods comme capitale d'Israël «compliquera encore plus le processus de paix et posera un défi supplémentaire à la stabilité de toute la région», a estimé le Premier ministre libanais Saad Hariri, lors d'une réunion internationale sur le Liban hier à Paris. «Je ne peux que répéter notre refus de cette décision et notre attachement à l'initiative arabe pour une solution basée sur deux Etats avec El Qods capitale de la Palestine», a-t-il ajouté. «Je souhaite que les initiatives prises sur le statut» d'El Qods, qui «doivent faire avant

tout l'objet de négociations entre Israël et Palestiniens sous l'égide des Nations unies, ne viennent pas ajouter de l'instabilité à la région», a pour sa part indiqué le président français Emmanuel Macron, devant le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson, présent à la conférence sur le Liban. «Aucun des problèmes de la région ne sera réglé par des décisions unilatérales, la loi du plus fort», a-t-il ajouté.

## L'Algérie dénonce une «grave décision»

L'Algérie qui a pris connaissance avec une «très grande préoccupation» de la décision de l'Administration américaine de reconnaître El Qods Echarif comme capitale d'Israël, a dénoncé «avec force» cette grave décision en ce qu'elle constitue une «violation flagrante» des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de la légalité internationale. «C'est avec une très grande préoccupation que l'Algérie a pris connaissance de la décision de l'Administration américaine de reconnaître El Qods Echarif comme capitale d'Israël», indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. L'Algérie «dénonce avec force cette grave décision en ce qu'elle constitue une violation flagrante des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de la légalité internationale et en ce qu'elle remet en cause toute possibilité de relance d'un processus de paix depuis trop longtemps à l'arrêt. Cette décision fait peser, en conséquence, de lourdes menaces sur la paix, la sécurité et la stabilité d'une région névralgique déjà fortement meurtrie», souligne la même source. «Tout en réitérant son soutien total aux droits inaliénables du peuple palestinien frère, l'Algérie en appelle à la nation arabe, à la umma islamique et à la communauté internationale dans son ensemble à se mobiliser pour le respect des

droits nationaux du peuple palestinien et du statut international de la ville Sainte», ajoute le communiqué.

## La rue se soulève à travers plusieurs capitales

De l'Iran à la Malaisie en passant par la Jordanie jusqu'à la Turquie, des milliers de personnes sont sorties protester. La quasi-totalité des manifestants ont témoigné d'une large réprobation teintée de craintes pour l'avenir du processus de paix au Moyen-Orient. Des milliers de personnes ont par ailleurs manifesté jeudi en Tunisie contre la décision de Trump, et les parlementaires ont appelé à une mobilisation nationale vendredi. D'autres protestations ont eu lieu notamment au Pakistan et en Turquie. Plusieurs milliers de personnes manifestaient après la prière du vendredi à Istanbul pour dénoncer la reconnaissance par les Etats-Unis d'El Qods comme capitale d'Israël. Cette vague de protestation a atteint des pays de l'Asie comme la Malaisie et l'Indonésie. Ainsi, environ 5 000 manifestants ont défilé dans la capitale malaisienne Kuala Lumpur après la grande prière du vendredi, selon la police. Ils criaient des slogans tels «Ne touchez pas à El Qods». En Indonésie, archipel voisin de la Malaisie et pays musulman le plus peuplé au monde, plusieurs centaines de personnes ont manifesté devant l'ambassade des Etats-Unis à Jakarta, exhibant des banderoles avec des slogans tels «Non à Trump» et un grand drapeau palestinien. L'effervescence a touché également l'Iran. Dans la capitale Téhéran, les manifestants en colère ont afflué dans les rues en clamant des slogans de soutien aux Palestiniens: «Al-Qods appartient aux musulmans et restera islamique», ont déclaré les manifestants.

M. B./agences

Ouyahia à Paris :

## «Il n'y a ni cabinet noir, ni pouvoir occulte à Alger»

C'est à partir de Paris, où il était en déplacement jeudi, que le Premier ministre Ahmed Ouyahia a tenu à démentir l'existence d'un pouvoir parallèle en Algérie et à rassurer sur l'état de santé du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. «Notre Président dirige bien, et il n'y a ni cabinet noir, ni pouvoir occulte à Alger», a tenu à préciser le Premier ministre. «S'agissant des nouvelles de mon pays, je vous dirai que notre président de la République, Abdelaziz Bouteflika, se porte bien et que Dieu lui prête longue vie et bonne santé», a déclaré Ouyahia lors de sa rencontre au siège de l'ambassade d'Algérie en France avec la communauté algérienne établie en France, à l'occasion de sa présence dans la capitale française dans le cadre de la 4e session du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN). «Certes, notre Président n'a plus tout le dynamisme que vous lui avez connu lorsque vous l'avez rencontré en 2000 et en 2004 ici en

France». «Cependant, et contrairement à toutes les rumeurs et propagandes véhiculées par certains à partir de l'Algérie ou à partir de l'étranger, notre Président dirige bien le pays dans tous les domaines, et il n'y a ni cabinet noir, ni pouvoir occulte à Alger», a ajouté M. Ouyahia. Pour les jeunes «harraga» qui mettent leur vie en péril pour atteindre l'Europe, il a souligné qu'ils ne quittent leur pays parce qu'il n'y a pas de travail, car nous manquons de main-d'œuvre dans l'agriculture, dans le bâtiment et même dans les usines. Pour le Premier ministre, ces jeunes qui partent sont à la recherche d'un mode de vie vers lequel les attirent des illusions et vers lequel les pousse aussi un certain enfermement dans les comportements.

## Plusieurs mesures en faveur de la communauté nationale en France

Le Premier ministre a annoncé plu-

sieurs mesures en faveur de la communauté nationale établie en France, soulignant que ce que fait l'Etat algérien à leur service est un devoir qu'il entend améliorer chaque fois que possible. Il a précisé que les jeunes de la communauté algérienne en France qui souhaitent s'installer en Algérie pourront bénéficier des dispositifs d'aide à la création de micro-entreprises.

Ces dispositifs, a-t-il expliqué, accompagnent les jeunes de 18 à 35 ans dans plusieurs activités, depuis l'agriculture ou la production de biens et de services, jusqu'à l'ouverture de cabinets de médecin ou de bureaux d'architecte.

Le Premier ministre a indiqué que les compatriotes de la communauté qui souhaitent investir en Algérie pourront bénéficier de tous les régimes d'avantages ouverts aux investisseurs nationaux résidents, faisant observer que l'Algérie a tant besoin du savoir-faire, des compétences et des capitaux de ses enfants

expatriés pour son développement économique. L'autre mesure importante, très revendiquée, concerne l'acquisition de logement en Algérie par les membres de la communauté qui, désormais, pourront accéder aux différents dispositifs de promotion immobilière, y compris, a-t-il précisé, ceux qui relèvent des pouvoirs publics.

Il a également annoncé l'ouverture, au courant de 2018, d'une banque en France, filiale de la Banque extérieure d'Algérie (BEA), au profit de ses ressortissants qui désirent en être clients, et au service du flux commercial entre l'Algérie et la France, précisant que les procédures pour cette ouverture sont en cours de mise en place. Interrogé sur une probable adhésion de l'Algérie à ce qui est appelé le «G5 Sahel», Ouyahia a indiqué que l'Algérie a des barrières constitutionnelles empêchant ses forces militaires d'intervenir au-delà de ses propres frontières. Louiza Ait Ramdane



Benjamin Stora à propos de la question de mémoire entre Algérie et France

# «Au-delà des déclarations, il faut des gestes concrets»

■ Sur la question de mémoire, «il doit y avoir des gestes concrets, plutôt que de multiplier des déclarations abstraites, quoique cela doit être fait également, mais nous ne pouvons pas rester éternellement dans la notion de l'abstrait. Il faut condamner, qualifier, réaliser des choses pratiques et en même temps avancer concrètement», a déclaré Benjamin Stora, historien, rencontré à l'Hôtel El-Aurassi quelques minutes avant la conférence de presse donnée mercredi dernier par le président français Emmanuel Macron, à l'issue de sa visite de travail et d'amitié à Alger.

Propos recueillis par Lynda Naili

**Le Jour d'Algérie** : De part et d'autre, cette visite d'Emmanuel Macron à Alger est qualifiée d'«importante». En quoi l'est-elle, selon vous?

**Benjamin Stora** : Il faut espérer (par cette visite) un nouveau départ, une réconciliation dans les relations franco-algériennes. L'Algérie est un grand pays méditerranéen, la plus grande frontière maritime avec l'Europe, une grande frontière également sur le Sahel, faisant que la France a un intérêt stratégique à travailler avec l'Algérie, à entreprendre toute une série de partenariats sur le plan culturel, éducatif et surtout sur le plan économique. Sachant que sur ce plan, il n'y a pas de chasse gardée, la France qui a vu sa première place de partenaire économique se disputer avec la Chine et d'autres pays européens devra travailler pour la récupération de cette place.

**Vous qui avez une parfaite connaissance de l'histoire du couple Algérie-France, croyez-vous qu'aujourd'hui des réponses aux questions de mémoire seront données ?**

Il y a déjà eu des réponses sur cette question. C'est insuffisant. Des discours de condamnation du système colonial à l'exemple de celui donné par François Hollande devant l'Assemblée populaire algérienne lors de sa visite en décembre 2012 où il a condamné les «soulfrances» et les «injustices» du système colonial. Il y a eu aussi l'intervention d'Emmanuel Macron pendant sa campagne électorale pour les présiden-



PH. Soraya J. A.

**Vous estimez donc que la jeunesse n'est pas intéressée par cette question de mémoire ?**

Bien sûr que si, elle est intéressée par ce que c'est du nationalisme. Tous les individus appartiennent à une nation, ce qui est un marqueur essentiel. Ceci dit, je pense que la jeunesse, pas seulement algérienne, mais en général, ne vit pas tout le temps dans les répétitions des discours du passé et des déclarations idéologiques. Le problème des discours du passé, c'est qu'il faut qu'ils s'incarnent dans des choses pratiques sinon, à la longue, cela sera considéré comme étant des discours de légitimation des pouvoirs politiques.

Pour conclure sur cette question de mémoire, à mon sens, j'estime qu'il faut condamner, qualifier, réaliser des choses pratiques et en même temps avancer concrètement.

L. N.

## BIO -EXPRESS

**BENJAMIN STORA**, né le 2 décembre 1950 à Constantine, en Algérie, est un historien français, professeur à l'université Paris-XIII et inspecteur général de l'Éducation nationale depuis septembre 2013. Ses recherches portent sur l'histoire de l'Algérie, notamment la guerre d'Algérie et plus largement sur l'histoire du Maghreb contemporain, ainsi que sur l'Empire colonial français et l'immigration en France. Il assure la présidence du conseil d'orientation de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration depuis août 2014.

tielles françaises l'année dernière, sur les crimes de la colonisation. Ce sont des déclarations qui ont été dites et redites. Mais, maintenant, je pense qu'à cela il doit y avoir des gestes concrets. Je citerai, par exemple, la restitution des crânes des résistants algériens détenus par la France, en tant qu'historien, je suis davantage porté sur le fait de voir les effets pratiques de ces condamnations de la période coloniale que de multiplier des déclarations abstraites, quoi que cela doit être fait également mais nous ne pouvons pas rester éternellement dans la notion de l'abstrait.

Il s'agit là d'une démarche que la France peut comprendre et réaliser dans la mesure où

elle-même a demandé et obtenu de l'Allemagne une reconnaissance des crimes nazis commis durant la Seconde Guerre mondiale.

Bien sûr, c'est évident. Encore une fois, ce qui compte pour moi, ce sont les effets pratiques de cette position (de reconnaissance). Sinon, tout le temps, la mémoire resurgira dans cette relation. Aujourd'hui en France, il y a un grand nombre d'Algériens, une diaspora algérienne, une immigration des jeunes qui créent des strat up, qui circulent entre les deux rives de la Méditerranée. Ça c'est le présent, soixante ans après l'histoire coloniale. Un présent et un avenir qu'il faut aujourd'hui. Je sais que c'est important pour les Algériens, ce qui est parfaitement évident mais il y a aussi une jeunesse qui est impatiente, qui est en difficulté

Entre janvier et novembre à Alger

## 18 décès par asphyxie au monoxyde de carbone

Le chargé de l'information auprès de la Protection civile de la wilaya d'Alger, le lieutenant Khaled Benkhalfalah, a indiqué que du 17 janvier jusqu'à novembre 2017, pas moins de 18 personnes ont trouvé la mort par asphyxie au monoxyde de carbone dans la wilaya d'Alger.

Les chauffages et chauffe-bains contrefaits, principale cause de ce genre d'accidents domestiques, font des ravages. Ce tueur silencieux, invisible, inodore et asphyxiant, qu'est le monoxyde de carbone, qui ne prévient pas, tue 250 personnes par an en Algérie. Cette année encore rien que dans la capitale, dix-huit personnes sont décédées par asphyxie au monoxyde de carbone, a indiqué le lieutenant Khaled Benkhalfalah, chargé de

l'information auprès de la Protection civile de la wilaya d'Alger. A l'occasion de l'organisation de portes ouvertes, à la place El-Kettani à Bab El Oued, sur les risques ménagers du monoxyde de carbone émis par les appareils de chauffage, le lieutenant Benkhalfalah a affirmé que ces décès sont dus essentiellement à un mauvais entretien des appareils de chauffage et au manque d'aération surtout en hiver. Il a appelé les citoyens à la vigilance et à l'entretien périodique de leurs appareils de chauffage au début de chaque hiver, ainsi qu'au contrôle des tuyaux de gaz qui doivent être visibles et non couverts. Le responsable a cité les symptômes caractérisant l'asphyxie au monoxyde de carbone, à savoir:

maux de tête, douleurs musculaires, vertige et perte de connaissance. Le lieutenant a rappelé que ces portes ouvertes qui s'inscrivent dans le cadre de la campagne de sensibilisation, organisées par la direction générale de la Protection civile au niveau des places publiques des communes ayant enregistré ces dernières années des accidents mortels d'asphyxie au monoxyde de carbone, visaient à sensibiliser les citoyens aux risques de ce gaz mortel et les informer sur les voies et moyens d'éviter de tels accidents. L'inspectrice principale du service de lutte contre la fraude relevant de la direction du commerce de la wilaya d'Alger, Fethia Toutah, a appelé les citoyens à être vigilants lors de l'acquisition de leurs appareils de

## LA QUESTION DU JOUR

### Est-ce la fin aussi du processus de Genève ?

Suite de la page une

Il n'y en aura pas un neuvième, du moins s'il faut en croire et l'émissaire onusien et la proclamation du président russe de la victoire sur Daech. L'ordre du jour du round en cours dit par lui-même qu'il doit être le dernier. En effet, si deux protagonistes se rencontrent pour s'entendre sur les fondements mêmes de leur coexistence future, c'est-à-dire sur un texte fondateur, c'est que toutes leurs autres divergences ont été surmontées. C'est qu'il ne reste plus qu'à mettre la dernière main à leur accord, qu'à conclure autrement dit. Il se trouve qu'en l'occurrence nous sommes loin d'un tel accord. La réalité, c'est que les deux délégations sont sur des positions diamétralement opposées, comme elles l'ont toujours été, et comme en atteste amplement le départ de l'équipe conduite par Jaafari, tout autant que les motifs le justifiant. La différence d'avec la rencontre précédente cependant, c'est qu'entre-temps la victoire a été remportée sur Daech. Comme par un fait exprès, le président russe a attendu la veille du retour à Genève pour l'annoncer de façon officielle, encore que ce soit sans solennité. L'ordre du jour spécifié par de Mistura n'est en rien en contradiction avec cette proclamation sobre, en forme de constat. La logique et l'habitude veulent qu'un conflit armé en train de prendre fin soit bientôt suivi par un accord politique, peu importe à la limite qui concourent à sa mise au point. Les forces syriennes et leurs alliées se sont surtout battues contre Daech et d'autres groupes terroristes, mais c'est avec d'autres protagonistes, réputés non terroristes quant à eux, que leurs représentants doivent à présent aboutir à un accord politique. C'est là toute la singularité du conflit syrien.

L'annonce de la victoire d'une part, faite d'ailleurs non pas par Damas, mais par Moscou, et de l'autre la précision-rectification apportée à l'ordre du jour par l'émissaire onusien, voilà deux éléments qui en apparence n'ont rien à voir et qui pourtant comportent la même signification, à savoir que le processus de Genève lui aussi doit se terminer, à moins de se dissocier de la réalité qu'il est censé refléter.

M. H.

produits contrefaits. Rappelons que la Protection civile avait lancé depuis un moment une vaste campagne de sensibilisation sur les dangers mortels de l'intoxication au monoxyde de carbone. Cette campagne, qui durera toute la saison hivernale, sera appuyée par des caravanes qui silloneront le pays, notamment les régions éloignées, villages et hameaux isolés où l'information est peu répandue.

Thinhenne Khouchi

Le ministre des Transports Abdelghani Zaalane :

# «Air Algérie n'est pas en faillite mais souffre de difficultés financières»

■ Le ministre des Transports et des Travaux publics, Abdelghani Zaalane, a déclaré, jeudi en marge de la visite d'inspection des projets et réalisations de son secteur dans la wilaya d'Alger, que la compagnie aérienne Air Algérie «n'est pas en situation de faillite», affirmant qu'elle connaît seulement des difficultés financières qu'elle tente actuellement de surmonter.

Par Ilham B.

Le ministre a précisé à ce propos que le plan de développement de la compagnie aérienne est en cours d'élaboration et qu'une nouvelle équipe en charge de ce dossier a été installée depuis environ 6 mois, ajoutant que la hausse des tarifs d'Air Algérie n'est pas à écarter. Pour ce qui est du secteur des Travaux publics, M. Zaalane a fait état de l'existence de 40 projets à Alger, à savoir, des projets de dédoublement et d'extension de routes, précisant que le financement de ces projets sera à hauteur de 80% du budget de la wilaya d'Alger.

Il a également fait état de l'existence d'un grand projet sur la réalisation de 7 tronçons routiers qui devront alléger la congestion routière et concrétiser une fluidité dans la circulation automobile à l'intérieur de la capitale. Au cours de cette visite d'inspection dans des sites de projets en cours de réalisation, le ministre a inspecté le site d'implantation du projet de métro au niveau de la place des Martyrs, ainsi que du projet d'aménagement du front de mer El Kettani à Bab El Oued.

Sur les hauteurs d'Alger, plus précisément dans la commune de Ben Aknoun, M. Zaalane a procédé à l'inauguration du projet de dédoublement du boulevard 11 décembre 1960, ainsi qu'à l'inspection d'un chantier de réalisation de la double voie reliant la RN 36 à la faculté de droit et au siège d'Interpol.

Le ministre a par ailleurs, inauguré la trémie réalisée au niveau de la RN 1 reliant les complexes résidentiels Djenane Sfari à Ain El Malha, et a procédé au lancement des travaux de connexion des échangeurs et du nouveau tracé de l'échangeur du chemin de wilaya n°155- l'échangeur sud et qui sera renforcé par la réalisation d'ouvrages d'art.

Le ministre a inspecté également l'axe menant du siège de la Garde républicaine au niveau des Eucalyptus vers Alger, se félicitant du taux d'avancement des travaux de réalisation des routes, notamment le chantier de réalisation du dédoublement de la voie liant Ain Dey à Rouiba. M. Zaalane a affirmé que le gouvernement compte mettre en œuvre le plan global de réalisation des extensions du métro et du tramway selon les ressources financières de l'Etat, indiquant que les nouvelles extensions du métro seront exploitables à partir du début 2018.

Par ailleurs, le ministre a rappelé l'existence d'un système de gestion du trafic routier à Alger

confié à une société mixte algéro-espagnole activant dans le domaine, indiquant que les études concernant le choix du quartier pilote pour l'application de ce système seront lancées dans un mois.

«L'objectif de ce système est la réalisation de 300 feux tricolores par le centre de gestion du trafic routier avec l'installation des plaques et des panneaux électroniques signalant des embouteillages, des accidents ou autres» a-t-il ajouté. S'agissant du nouvel aéroport international, le premier responsable du secteur a affirmé que le taux d'avancement des travaux avait atteint 75%, précisant que le projet sera livré en septembre ou octobre prochain et sera opérationnel en 2019.

Le ministre a insisté lors de sa visite sur l'impératif de respecter les délais et les normes de réalisation des projets.

I. B./APS



Sans-abri à Alger

## Des patrouilles nocturnes pour la prise en charge dans les centres d'accueil social

Les services de la wilaya d'Alger ont intensifié, en cette saison hivernale, les caravanes et patrouilles nocturnes en charge de recueillir et de transférer les sans-abri vers les centres d'accueil, pour leur épargner de passer la nuit dans la rue en ce froid glacial. Composées d'éléments de la protection civile, de la Direction de l'action sociale (DAS) et du SAMU de la wilaya d'Alger, de la Sûreté nationale et des services de la Santé, ces caravanes prennent le départ au siège de la wilaya à 22h et ciblent les lieux très fréquentés par les SDF (sans domicile fixe) notamment à Bab El Oued (arcades), la Place des martyrs, La Casbah tout près de la nouvelle mosquée, les sous-sols du port de pêche dans la commune de Sid M'hamed, la voie ferrée de la station d'Agha, la rue Hassiba Ben Bouali ainsi que les communes de Belouizdad et de Hussein Dey, selon les responsables de la wilaya. Ces sans-abri sont transférés aux centres d'hébergement relevant de la DAS (centre d'hébergement d'urgence de Dely Brahim, les foyers pour enfance assistée d'El Biar et d'El Mohamadia, les centres pour personnes âgées de Bab Ezzouar et de Sidi Moussa et l'Etablissement Diar Errahma de Dely Brahim) ou bien aux centres d'hébergement relevant de la wilaya d'Alger (Dar El Hassana pour femmes en détresse, le centre de prise en charge des sans-abri à Dekakna

(Douéra) ainsi que deux centres de prise en charge des hommes et des femmes dans la commune de Réghaïa). Un nouveau centre pour la prise en charge des sans-abri d'une capacité de près de 350 places ouvrira ses portes dans les prochaines semaines, a annoncé le chef du cabinet du wali, Mohamed Amrani qui supervise ces caravanes. Parfois, jusqu'à 200 personnes, toutes catégories d'âges confondues, des malades mentaux, des handicapés et même des toxicomanes sont transférées vers les centres d'hébergement, a fait savoir le coordinateur de ces caravanes, le directeur de la Protection civile de la wilaya d'Alger, le colonel Mohammed Tighrestine, soulignant que son expérience sur le terrain a démontré que «95% des SDF sont issus des wilayas de l'intérieur». Le directeur du bureau de l'Action sociale d'Alger (chargé de la gestion des maisons d'hébergement relevant de la wilaya d'Alger) actuellement appelé bureau de la solidarité sociale de la wilaya, Mohamed Laïchi a rappelé que le nouveau centre de Dely Brahim d'«hébergement d'urgence» sera destiné aux sans-abri et est le seul centre, à travers le territoire national, d'une capacité de plus de 300 places. Ces sans-abri issus des wilayas intérieures sont des femmes en détresse (mères célibataires ou ayant fui leurs foyers), des personnes âgées, des malades mentaux et

des handicapés, a indiqué M<sup>me</sup> Rabéa Mohamedi, membre de la caravane.

### La majorité des pensionnaires de ces centres sont issus des wilayas intérieures

La majorité des pensionnaires de ces centres sont issus des wilayas intérieures contre une minorité d'Alger, a constaté l'APS lors d'une tournée dans ces centres d'accueil. A Dar El Hassana, la plupart des pensionnaires sont des mères célibataires issues des villes intérieures qui se sont retrouvées dans la rue, n'ayant pas de familles à Alger. Elles ont pu rejoindre ce centre grâce à la caravane de wilaya. L'administration contacte les parents et tente de trouver une solution, nous confie la directrice du centre, Houada Cherfi. Le centre pour personnes âgées de Bab Ezzouar qui accueille seulement des personnes âgées de 65 ans et plus prend en charge, la nuit, des personnes de tout âge qui sont transférées par la caravane de la wilaya afin de leur permettre de passer la nuit au chaud. Contrairement à la plupart des sans-abri qui regagnent ces centres d'accueil notamment en cette saison froide, certains refusent de rejoindre ces espaces et préfèrent rester dans la rue en raison de «la maltraitance qu'il subissent», selon leurs dires. La majorité d'entre eux sont installés près

des arcades de Bab El Oued, de la place des Martyrs, du 1er mai et de Mohamed Belouizdad. «Je ne retournerai jamais dans cet endroit. Je préfère encore passer la nuit dans la rue car les Algérois sont généreux», a lancé Meriem (60 ans) originaire de Biskra qui trouve refuge sous les arcades d'El Kettani à Bab El Oued. A la tombée de la nuit, elle regagne la cage d'escaliers d'un immeuble pour y passer la nuit avec l'autorisation des habitants. Meriem se rappelle encore de cette nuit où elle a été transférée par les agents de la wilaya d'Alger à Dar El Hassana de Zghara où elle a été maltraitée. Anissa, Mohamed et leurs deux enfants, une famille qui a pour abri la rue (à Bab El Oued) n'a jamais été approchée par les membres de la caravane dont ils ignorent l'existence. «Je vivais avec ma petite famille dans un bidonville qui été rasé en 2016. Je n'ai pas bénéficié de logement et je me suis retrouvé à la rue. J'ai déposé un recours auprès de la wilaya et je suis toujours dans l'attente d'une réponse», nous déclare Mohamed. Chaque soir, Mohamed, Salim, Tayeb et Aïssa, tous des SDF, attendent les bus de la caravane de la wilaya pour les transférer aux centres d'hébergement. Pendant la journée, ils se livrent à la mendicité et à la nuit tombée, ils préfèrent regagner les centres d'accueil particulièrement le centre pour personnes âgées de Bab Ezzouar où il sont bien traités.

Hosni Y.



## Finances

# Raouia présente le projet de loi portant règlement budgétaire 2015

■ La Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a entendu, jeudi, un exposé du ministre des Finances, Abderrahmane Raouia, sur le projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2015, année qui a vu le lancement du programme quinquennal de croissance (2015-2019) et le début des retombées de la crise financière.

Par Céline N.

Le projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2015, dont les chiffres ont été validés par la Cour des comptes, révèle que les dépenses effectives s'élevaient à 7 249,4 milliards DA et 7 424,33 milliards DA avec les dépenses imprévues, contre des dépenses prévisionnelles dans la loi de finances complémentaire 2015 s'élevant à 8 753,73 milliards DA, soit un taux de réalisation de 84,8%, a fait savoir M. Raouia lors de cette réunion qui s'est déroulée en présence du ministre des Relations avec le Parlement, Tahar Khaoua. Les dépenses imprévues étaient de l'ordre de 147,95 milliards DA. Les dépenses réelles de fonctionnement se chiffraient à 4 660,35 milliards DA (contre un budget prévisionnel de 4 972,28 milliards DA au titre de la loi de finances complémentaire 2015),

soit un taux de consommation de 93,73%, tandis que les dépenses d'équipement s'élevaient à 2 589,02 milliards DA (contre 3 781,45 milliards DA de dépenses prévisionnelles), soit un taux de réalisation de l'ordre 68,46%. Par ailleurs, les recettes réalisées avaient atteint 4 563,8 milliards DA en 2015, soit 388,9 milliards DA, moins que le montant prévu par la loi de finances complémentaire 2015 (4 952,7 milliards DA), avec un taux de réalisation de 92,15%. Pour les ressources ordinaires, elles avaient représenté 62,25% des recettes effectives, tandis que le taux de la fiscalité pétrolière a été de 37,75%. Alors que la loi de finances complémentaire 2015 tablait sur un déficit prévisionnel de 3 801,03 milliards DA (-20,82% du PIB), le déficit effectif enregistré a atteint, selon le projet de loi portant règlement budgétaire, 2 806,6 milliards DA (-17,24% du PIB).



PHOTO: R.

Ce déficit a été couvert par les liquidités disponibles au Trésor à l'époque et des prélèvements sur le Fonds de régulation des

recettes (FRR) dont le solde a atteint 3 110,35 milliards DA fin 2015. Au cours de l'année 2015 et en raison du recul des cours

de pétrole – avec une moyenne de 52,8 USD contre 99 USD en 2014 – (respectivement 100 USD et 60 USD dans les lois de finances initiale et complémentaire 2015), le PIB nominal s'était établi à 16 591,9 milliards DA contre une prévision de 18 255,5 milliards DA dans la loi de finances complémentaire (2015). Par ailleurs, l'encours de la dette publique externe a atteint, fin 2015, 26,38 milliards DA (soit 246,64 millions de dollars), tandis que celui de la dette publique interne a atteint 1 380,8 milliards DA, dont 998,5 milliards DA de dette de marché et 382,3 milliards DA de dette d'assainissement. M. Raouia s'est félicité de «l'effort budgétaire» consenti par l'Etat, notamment à travers le maintien des transferts sociaux, en dépit de la crise financière. Un effort dont les fruits se sont traduits en 2015 par les indices de développement humain positifs, a-t-il relevé. Parmi ces indices, le ministre a cité le taux de scolarité des enfants de 6 à 15 ans, de l'ordre de 95,75%, le taux de raccordement au réseau électrique rural (89,73%), le taux de raccordement au gaz (62,69%), ainsi que le taux de raccordement au réseau AEP (98%).

C. N.

## Chine

## Les réserves de change à près de 3 120 milliards de dollars

Les réserves de devises de la Chine ont augmenté en novembre pour le 10<sup>e</sup> mois consécutif grâce à une stabilité relative du cours du yuan, qui réduit la nécessité de la banque centrale d'intervenir sur le marché des changes. Les réserves de changes de la Chine, les plus importantes du monde, ont augmenté de 10,1 milliards de dollars le mois dernier pour se hisser à 3 119 milliards de dollars, a indiqué jeudi la banque centrale chinoise (PBOC). L'euro, le yen et le livre sterling se sont renchérissés le mois passé par rapport au billet vert, gonflant la valeur en dollars des réserves chinoises composées de ces devises. Mais la hausse s'explique également par le fait que «les fuites de capitaux (hors

de Chine) semblent être parfaitement contenues», relève Claire Huang, économiste de Société Générale, citée par Bloomberg. Après une dégringolade spectaculaire à l'automne 2016, les réserves de devises chinoises étaient tombées en janvier sous le seuil de 3 000 milliards de dollars pour la première fois en six ans, avivant l'inquiétude sur la politique financière de Pékin. En 2015 et 2016, l'hémorragie de capitaux hors du pays – fuyant l'essoufflement de l'économie chinoise et attirés par des placements plus rémunérateurs – avait fait pression sur la valeur du yuan, obligeant la PBOC à puiser dans ses réserves pour racheter des yuans et soutenir le cours de la devise. Mais Pékin a drastiquement renforcé ses

contrôles de mouvements financiers, et surtout, l'économie du géant asiatique s'est stabilisée depuis le début 2017, confortant la confiance des investisseurs et permettant aux réserves de changes de rebondir au fil de l'année. «La récente stabilité du yuan semble traduire un équilibre entre offre et demande, les apports de devises étrangères liés à l'excédent commercial compensant les sorties de capitaux», estime M. Evans-Pritchard. Selon lui, «la PBOC aura été soulagée de pouvoir rester en retrait ces derniers mois, laissant le marché orienter le cours du yuan». La convertibilité du yuan reste encadrée, son taux face au dollar ne pouvant fluctuer que dans une fourchette de 2% de part et d'autre d'un taux-pivot

fixé quotidiennement par la banque centrale. Mais celle-ci assure farouchement tenir compte des mouvements du marché.

Anissa A./APS

## Energie

## General Electric supprime 12 000 emplois à travers le monde

Le groupe américain General Electric (GE) a annoncé la suppression de 12 000 emplois dans sa branche Energie (GE Power), dans le cadre d'un vaste plan de restructuration destiné à économiser au total 3,5 milliards de dollars jusqu'en 2018. La majorité de ces coupes se fera hors des Etats-Unis et touche aussi bien les personnels spécialisés que les services de production, a indiqué le conglomérat industriel américain sans toutefois donner la répartition géographique. «Cette décision est pénible mais nécessaire pour que GE Power puisse réagir au ralentissement du marché de l'énergie, qui génère moins de volume tant pour les produits que dans les services», a justifié Russell Stokes, le patron de GE Power, qui inclut le pôle Energie du fleuron industriel français Alstom racheté en 2015. GE Power, qui n'a pas anticipé la chute des prix de l'électricité de gros et l'effondrement des commandes de turbines, veut économiser 1 milliard de dollars en coûts structurels en 2018. Elle a généré un chiffre d'affaires de 27 milliards de dollars l'an dernier

et employait environ 57 000 personnes en début d'année, soit 19,3% des 295 000 salariés que comptait General Electric fin 2016. En supprimant 12 000 emplois, GE Power réduit ses effectifs de 21%. Le groupe allemand Siemens, rival de GE, a annoncé pour sa part le mois dernier qu'il allait supprimer 6 900 emplois principalement dans sa branche énergie. Les marchés de l'énergie traditionnel, notamment le gaz et le charbon, connaissent un ralentissement : les volumes ont baissé de façon significative, à la fois pour les produits et pour les services. Ces problèmes affectent fortement les résultats financiers de GE, qui a, en novembre, dû diviser par deux son dividende, une première depuis la crise financière. L'agence de notation Standard and Poor's a abaissé lundi la note de solvabilité financière de General Electric (GE) à «A-» contre «AA-» auparavant, avec une perspective «stable», signifiant que S&P ne compte pas y toucher à court terme à moins d'un événement exceptionnel.

Agences

## Pétrole

## Le Brent clôture à 62,08 dollars à Londres

Les prix du pétrole remontaient jeudi en fin d'échanges européens sur des achats à bon compte dans un marché inquiet des signes de hausse de la production américaine. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février valait 62,08 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 86 cents par rapport à la clôture de mercredi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de janvier gagnait 68 cents à 56,64 dollars. Sous l'impulsion de l'Organisation des pays exporta-

teurs de pétrole (Opep) et de la Russie, 24 pays producteurs ont renouvelé un accord de limitation des extractions dans le but de rééquilibrer le marché mondial en forçant les pays importateurs à user de leurs réserves de brut. Mais depuis cette annonce, les signes d'un rebond de la production des Etats-Unis, qui ne sont pas tenus par l'accord, ont participé à une baisse des cours. «Selon les données officielles de la semaine dernière, la production était en septembre de 9,48 millions de barils par jour, et les données de l'entreprise de services Baker Hughes font état

de quatre semaines consécutives de hausse du nombre de puits actifs aux Etats-Unis», ont noté les analystes de BNY Mellon. Depuis ces annonces la semaine dernière, les données gouvernementales sur les réserves américaines publiées mercredi ont fait état d'une hausse des stocks d'essence et de produits distillés. «Les prochains éléments d'informations majeurs seront diffusés la semaine prochaine avec les rapports mensuels de l'Opep et de l'Agence internationale de l'énergie», a expliqué Matt Smith de ClipperData.

R. E.

Souk Ahras

# Lancement de la plantation de 650 hectares en figue de barbarie

■ Une opération de plantation de figue de barbarie sur 650 hectares des régions steppiques de la wilaya de Souk Ahras a été lancée dans le cadre du programme de développement rural.

PH &gt; D. R.



Par Lyes B.

**F**inancée par le fonds de développement rural du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, l'opération concerne les communes de Sidi Fredj, Dréa, Oued Kebrit, Taoura, Safel El-Ouidane et Bir Bouhouch, a indiqué le même responsable en marge des travaux de clôture de l'atelier international de dévelop-

pement de la plantation de figue de barbarie en Algérie. Selon la même source, ce projet vise la lutte contre la désertification, l'aménagement des bassins versants des barrages Oued Charef et Oued Mellag, la fixation du sol et la lutte contre l'érosion hydrique outre la diversification des activités des populations rurales, l'amélioration de leurs revenus et leur fixation dans leurs campagnes. Le but à long terme est de favoriser le déve-

loppement de cette spéculation au travers de l'encouragement des industries de transformation pour notamment l'extraction des huiles essentielles de la figue de barbarie par l'association des efforts de la direction des services agricoles, de la chambre de l'agriculture et des associations professionnelles, a indiqué Mahmoud Moufak. L'association nationale de développement de cactus encourage les agriculteurs à se regrouper au sein de

coopératives agricoles pour développer la production, la collecte, la transformation et la commercialisation de ce fruit à l'exemple de la coopérative Nopaltec Algérie opérationnelle dans la zone d'activités de Sidi Fredj (Souk Ahras) qui produit l'huile de graines de figues de barbarie et le vinaigre de ce fruit qui ont été certifiés par un organisme international. Cette unité contribue à la promotion des produits de terroir dans le cadre

de la stratégie du ministère de l'Agriculture et de développer cette culture alternative dans les zones arides et subarides, a indiqué le président de l'association nationale de développement de cactus, Mohamed M'hamedi qui considère que Souk Ahras est une wilaya pionnière en matière de culture de la figue de barbarie dont la superficie atteint désormais 10 000 hectares dont 4.200 hectares dans la seule commune de Sidi Fredj. Un hectare de figue de barbarie produit entre 120 et 200 quintaux en cas d'irrigation, selon M'hamedi qui a indiqué que l'unité de Sidi Fredj emploie 40 travailleurs permanents et 200 saisonniers outre les multiples emplois indirects pour femmes rurales dans les zones de culture de la figue de barbarie.

L. B./APS

Tizi-Ouzou

## Lancement prochain de trois regroupements pour booster le secteur agricole

**T**rois grands regroupements seront organisés à Tizi-Ouzou, par la direction locale de services agricoles (DSA), pour booster l'agriculture dans cette wilaya, a-t-on appris, jeudi, du premier responsable de ce secteur. Laib Makhlouf, qui a assisté au niveau de l'Institut de technologie, moyen agricole spécialisé en agriculture de montagne (ITMAS) de Boukhalfa, une rencontre d'oléiculteurs et oléifacteurs, intéressés par le projet de création d'une coopérative oléicole à Tizi-Ouzou, a indiqué que ces regroupements porteront sur l'investissement dans les foires et le monde agricole. Ces regroupements, dont le premier sur l'investissement est programmé pour mercredi prochain au chef-lieu de wilaya, visent à mettre en contact les institutions financières (banques et dispositifs publics d'aide à la création d'emploi) avec les

paysans pour encourager ces derniers à investir dans le secteur et a discuter avec eux sur les problèmes qu'il rencontre afin d'y apporter les solutions adéquates, a ajouté le directeur de services agricoles. C'est dans cette optique et dans le but d'améliorer la production agricole locale qualitativement et quantitativement, en vue d'aller vers l'exportation que la DSA a initié un programme de mise en place de coopératives agricoles en commençant par la filière oléicole, pour ensuite généraliser cette démarche vers l'ensemble des filières a ajouté M. Laib. L'implication de la femme rurale est aussi importante dans ce processus pour développer notamment l'agriculture de montagne, vocation de la wilaya de Tizi-Ouzou, a ajouté le DSA, qui invité les populations du monde rural à investir dans les différentes filières

adaptées à cette zone, tel que l'apiculture, et le petit élevage (lapin, caprin), tout en les rassurant du soutien et de l'accompagnement de la DSA. Cet accompagnement se concrétise par des journées techniques, de formation et de sensibilisation, qui seront renforcées pour toucher tout le territoire de la wilaya, sur différents sujets liés aux itinéraires de production, les conduites d'élevage, les maladies qui touchent le végétal et les cheptels, afin d'améliorer le rendement des agricole, a souligné M. laib. La rencontre d'oléiculteurs et d'oléifacteurs, jeudi à l'ITMAS de Boukhalfa a permis de cerner les objectifs de cette coopérative et les compétences de ceux qui auront à la gérer. Les participants ont décidé de se revoir prochainement pour procéder à sa création officielle.

Hocine A.

Mostaganem/ Bassins d'irrigation agricole

## Ensemencement de 15 000 alevins de tilapia rouge

**Q**uelque 15 000 alevins de tilapia rouge ont été ensemencés dernièrement dans des bassins d'irrigation agricole de la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris jeudi auprès de la direction de la pêche et des ressources halieutiques. Acquis à titre gracieux auprès de l'écloserie de Sidi Bel-Abbès, ces alevins ont été ensemencés dans 77 bassins d'irrigation agricole dans différentes communes de la wilaya, en collaboration avec le Centre national de recherche et

de développement de la pêche et de l'aquaculture de Bou-Ismaïl (Alger), la chambre de wilaya de la pêche, la direction des services agricoles et la chambre d'agriculture, a indiqué le directeur de wilaya du secteur, Toufik Rahmani. Cette opération vise à exploiter tous les plans d'eau au niveau de la wilaya dans le domaine de l'aquaculture et de la pêche continentale et à enrichir en matières organiques l'eau destinée à l'irrigation agricole, a-t-il souligné. La production de

poissons d'eau douce sera destinée à satisfaire les besoins de consommation des agriculteurs propriétaires des bassins d'irrigation et à être commercialisée, selon M. Rahmani, qui a indiqué que 113 bassins d'irrigation agricole recensés à travers le territoire de la wilaya de Mostaganem ont été ensemencés cette année progressivement en alevins de poissons d'eau douce. La chambre de wilaya de la pêche assurera, en collaboration avec la chambre d'agriculture, des

sessions de formation aux agriculteurs sur les techniques d'élevage de poissons en bassin, a ajouté le directeur de la pêche. Pour rappel, 38 bassins d'irrigation agricole ont été ensemencés durant la période allant de 2006 à 2016 en alevins de tilapia rouge dans différentes exploitations agricoles de la wilaya de Mostaganem dans le cadre du programme d'insertion des activités d'aquaculture en milieu agricole.

Ghania G.

## Constantine/ Ansej 220 micro-entreprises créées cette année

**PAS MOINS** de 220 micro-entreprises ont été créées depuis début 2017 à Constantine par des diplômés universitaires et ceux des établissements de la formation professionnelle dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej), a indiqué le directeur de l'antenne de wilaya de l'agence, Abdenmour Ghelab. La création de ces micro-entreprises dont 31 (14%) l'ont été par de jeunes femmes représente un investissement global de 10,09 milliards DA, a indiqué le même cadre dans le bilan présenté lors de la rencontre tenue au siège de la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac). Aussi, 32,19% de ces entreprises actives-elles dans l'industrie, 28,77% dans les services et 27,64% l'agriculture, selon la même source qui a fait état d'un taux de recouvrement de 73% des crédits accordés aux jeunes entrepreneurs. De son côté, le directeur de Cnac, Djamel Khemissi, a indiqué que 47 micro-entreprises ont été créées durant la même période dans le cadre du dispositif Cnac. Depuis 2004, ce dispositif a permis la création de 4 573 entreprises ayant généré 11 432 emplois, a-t-il noté. Durant 2017, plus de 12 000 demandeurs d'emploi enregistrés à l'agence nationale d'emploi (Anem) ont été placés, selon Ferial Chekher, responsable de l'antenne locale de l'Anem. Des visites aux micro-entreprises considérées innovantes ont été organisées au profit de journalistes à l'occasion. **R.R.**





Atelier régional des imams du Sahel en Mauritanie

# Accord sur les objectifs et axes de l'éducation religieuse

■ Les oulémas, imams et prédicateurs des pays du Sahel ont convenu, jeudi dernier, de définir les objectifs et axes importants devant sous-tendre le guide des bonnes pratiques en matière d'éducation religieuse dans les pays du processus de Nouakchott.

Par Lamine H.

Dans le communiqué final sanctionnant les travaux de l'Atelier régional des imams du Sahel, organisé pendant deux jours à Alger sur «l'Education religieuse dans les pays du processus de Nouakchott», la Ligue a indiqué qu'il a été convenu de déterminer l'essentiel des objectifs et axes devant sous-tendre le guide des bonnes pratiques en matière d'éducation religieuse dans les pays du processus de Nouakchott». Pour ce qui est des objectifs, il a été décidé de focaliser sur trois, à savoir «engager une réflexion sur les moyens à même d'améliorer l'enseignement religieux, consolider les capacités des intervenants en matière d'enseignement religieux et valoriser les programmes et expériences les plus efficaces». Côté axes, l'accent a été mis sur la nécessité de définir une terminologie en matière d'enseignement religieux, de la pondération et la sagesse dans les réponses aux idées fausses, et la conduite

pour ce qui est de l'élaboration d'un guide pour les bonnes conduites en matière d'enseignement religieux. Les membres de la Ligue ont également convenu de la création de comités chargés de l'étude et du développement de ces axes en vue de les soumettre à l'Atelier prochain. Les travaux de cet atelier ont coïncidé avec la 2<sup>e</sup> session de formation des imams membres de la ligue. La cellule d'information relevant de l'Unité de fusion et de liaison (UFL) a pris part aux travaux de cet atelier régional et ses représentants ont assuré la couverture médiatique au niveau des pays membres, a ajouté le communiqué

## Rôle social et humanitaire des écoles coraniques

Par ailleurs, le rôle central et historique des écoles coraniques dans la région en permettant aux couches sociales pauvres et vulnérables d'accéder à l'enseignement en tant que droit humain et



PH. &gt; D. R.

en renforçant la foi face à l'extrémisme et au fanatisme, a été mis en exergue lors de cet atelier.

Soulignant que les écoles coraniques «furent pendant longtemps l'unique option chez de nombreux peuples de la région pour faire face à l'analphabétisme et avoir une éducation de base fondée sur les valeurs morales», le rapport indiquera que ces écoles «demeurent un véritable rempart contre les idéologies extrémistes répandues dans la région en raison d'une mauvaise interprétation de l'Islam et de son projet civilisationnel». Le bon encadrement de l'enseignement et de l'éducation religieuse «constitue ainsi une activité stratégique pour l'ensemble des pays de la région, vu son rôle dans la consolidation de la foi chez les jeunes pour les protéger contre l'extrémisme et le terrorisme», a précisé la même source. Dans ce contexte, le SG de la

Ligue, Youcef Belmehdi, estime que «la réussite de ce projet dépend du niveau de l'encadrement et de la formation assurés à l'équipe pédagogique chargée de l'éducation religieuse et du niveau d'implication des oulémas et des prédicateurs dans l'évaluation des programmes d'éducation, la formation des éducateurs et leur accompagnement». L'atelier tend par ailleurs à élaborer un guide de bonne conduite au profit des écoles coraniques, écoles publiques et privées dans les pays de la région, qui sera à même d'encadrer l'action pédagogique des éducateurs, consolider les valeurs et les vertus dans les programmes d'enseignement. De plus, le représentant de l'Algérie, Kamel Chekkat, a précisé que la Ligue, à travers sa coopération avec le Centre africain des études et recherches sur le terrorisme (CAERT), s'efforce de renforcer le rôle des

imams, des prédicateurs et des oulémas dans les domaines de l'éducation et de l'enseignement et vulgariser cette expérience dans les pays africains intéressés. Les participants ont réaffirmé, mercredi, l'importance de renforcer les valeurs morales dans les programmes d'éducation, étant «une base essentielle» pour la société, l'apprenant et l'intellectuelle, soulignant que le facteur religieux a grandement contribué à «la préservation de la stabilité sociale dans la région». Après avoir exposé les problèmes et obstacles auxquels font face les systèmes éducatifs dans ces pays, les intervenants ont présenté leurs propositions et projets relatifs aux modalités à même d'améliorer les programmes éducatifs dans les pays du processus de Nouakchott.

L. H./APS

## Union de la jeunesse sahraouie

### Ouverture du 9<sup>e</sup> congrès au camp des réfugiés sahraouis d'Aousserd

Les travaux du 9<sup>e</sup> congrès de l'Union de la jeunesse de Saguia El Hamra et Rio de Oro (Ujsario) ont débuté hier au camp des réfugiés sahraouis d'Aousserd sous le thème «Les jeunes, force et volonté pour imposer l'indépendance et parachever la souveraineté». Quelque 1 000 participants dont 300 étrangers représentant des délégations, organisations de jeunes, des parlementaires et des parties en charge des questions liées à la jeunesse issus des camps des réfugiés sahraouis, des territoires occupés, de la communauté sahraouie, de pays arabes, européens et d'Amérique latine prendront part à cette rencontre de trois jours dédiée au chahid «Sid Ahmed Mohamed Mbarek» prévue du 8 au 10 décembre en cours. Les représentants des secteurs de la Solidarité, de la Culture, de la Jeunesse et des Scouts musulmans algériens (SMA) représenteront l'Algérie à ces travaux. Le secrétaire général de l'Ujsario, Zine Mohamed Sid Ahmed, a déclaré à l'APS que les congressistes s'attelleront à l'examen du programme d'action de l'organisation et de l'élection de sa direction et de son bureau exécutif, soutenant que ce congrès

était un «événement important», car intervenant à l'issue des victoires réalisées par le Front Polisario au niveau de l'UA et de l'UE. Le président sahraoui et secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, présidera l'ouverture du congrès dont le thème a été décidé lors du 14<sup>e</sup> congrès du Front Polisario, a indiqué le responsable, ajoutant

que les travaux seront couverts par la télévision et la radio sahraouies outre la presse internationale. Le président sahraoui avait reçu lors d'une réunion les membres du comité préparatoire au congrès durant laquelle il a écouté un exposé sur la composition du comité préparatoire et les principaux points qui seront débattus. Le Président Ghali a

appelé durant la rencontre à l'intensification des efforts pour réussir le congrès, soulignant le soutien matériel et moral de la direction politique au congrès de l'Ujsario qui constitue un prolongement de l'organisation politique du front populaire. Il a exhorté, dans ce sens, les jeunes Sahraouis à relever les défis et à poursuivre la lutte jus-

qu'au recouvrement de l'indépendance. L'Union des étudiants de Saguia El Hamra et Rio de Oro est une organisation étudiante relevant du Front Polisario, créée 1984, ayant pour mission la défense de la cause sahraouie et du droit des Sahraouis à la liberté et à indépendance.

Amel N.

## Tunisie

### La «relance» du tourisme en 2017 confirmée

Le tourisme tunisien a connu une nette relance en 2017, mais ses résultats restent en deçà de ceux de 2014, avant la série d'attentats jihadistes qui avaient ravagé le secteur, a indiqué jeudi à l'AFP la ministre du Tourisme, Salma Elloumi. Ce secteur vital de l'économie avait tout d'abord souffert des troubles ayant suivi la révolution de 2011, avant de plonger à la suite des attaques du musée du Bardo et de Sousse, en mars et juin 2015 (60 morts dont 59 touristes étrangers), revendiquées par le groupe Etat islamique (EI). Après une amélioration de la sécurité tout au long de 2016, 2017 a constitué «une année de relance réelle pour le tourisme tunisien», a déclaré M<sup>me</sup> Elloumi, en marge d'un séminaire à Hammamet de l'Office national du tourisme tunisien (ONTT). «Nous avons repris notre place dans les marchés traditionnels, le marché européen

essentiellement, et le marché français en particulier», a-t-elle ajouté. A fin novembre, les recettes touristiques ont été de 2,6 milliards de dinars (environ 880 000 euros), en hausse de 16% par rapport à la même période de 2016, selon les chiffres officiels de l'ONTT. En termes d'entrées, la hausse atteint 23%, avec 6,4 millions de visiteurs. Cette performance est toutefois moindre que celle de 2014, année durant laquelle 6,7 millions de touristes au total avaient visité la Tunisie. Parmi les quelque 1 631 000 d'Européens qui se sont rendus en Tunisie sur les 11 premiers mois de 2017, les Français arrivent en tête, avec 535 000 visiteurs – soit une croissance de 46,8% sur un an –, suivis par les Allemands (plus de 173 000). Par ailleurs, plus de 3,4 millions de touristes maghrébins ont visité la Tunisie en 2017, dont plus de deux millions d'Algériens (+42%). Cette

relance a été obtenue grâce à une «reprise de confiance» des voyageurs, moins inquiets des risques sécuritaires. «La sécurité a atteint un niveau plus qu'acceptable et nous avons obtenu la levée de toutes les interdictions (de voyage, ndr) sur la Tunisie», a expliqué M<sup>me</sup> Elloumi. Malgré cette reprise «importante», les chiffres n'ont pas encore atteint ceux de 2014 et encore moins de 2010, a-t-elle reconnu. Pour Zouhair Chaabani, représentant de l'ONTT pour le marché italien, le tourisme tunisien souffre encore d'«une image dégradée depuis les attentats de 2015 et de l'image d'instabilité du monde arabo-musulman». L'industrie touristique qui a représenté jusqu'à près de 10% du PIB, pèse moins de 7%, selon des statistiques officielles.

R. M.



Paris

# Réunion internationale pour soutenir Hariri et le Liban

■ La communauté internationale a apporté son soutien, hier à Paris, au Premier ministre Saad Hariri pour permettre au Liban de tenter d'échapper à la lutte d'influence régionale entre Iran et Arabie saoudite.

Par Rosa C.

Le président français Emmanuel Macron, qui a aidé Saad Hariri à sortir de la crise provoquée par sa démission surprise et à reprendre ses fonctions, a ouvert cette réunion au Quai d'Orsay en présence du secrétaire d'État américain Rex Tillerson.

«C'est une forme de consécration, de relégitimation pour M. Hariri. La communauté internationale entérine le retour à une situation normale pour lui», analyse Hasni Abidi, directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen (CERMAM) à Genève.

Les autres pays du Groupe international de soutien au Liban (GISL) – Russie, Chine, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie – ont été également représentés à la réunion, à un niveau non précisé, ainsi que l'Égypte, acteur-clé du monde arabe. «Il s'agit de

passer un message clair et net à tous ceux qui exercent une influence au Liban (...) et d'éviter d'entraîner ce pays dans le chaos régional», relève-t-on au ministère français des Affaires étrangères.

Saad Hariri, soutenu par Riyad, a démissionné le 4 novembre en accusant le puissant mouvement chiite du Hezbollah, qui fait partie de son gouvernement, et son allié iranien de «mainmise» sur le Liban. Sur l'échiquier régional, les pays arabes dénoncent l'influence militaire croissante de Téhéran – du Liban au Yémen en passant par la Syrie et l'Irak – à travers ses «bras armés», Hezbollah en tête.

«Le message à l'Iran ce sera "ne poussez pas le Hezbollah à des actions à la fois au Liban et en dehors qui sont déstabilisatrices pour le Liban"», souligne une source diplomatique européenne. L'Arabie saoudite, soup-



PH. &gt; D. R.

çonnée d'avoir poussé Saad Hariri à la démission dans son obsession à contenir et contrer l'Iran, est aussi invitée à jouer un rôle plus constructif au Liban.

En donnant l'impression de retenir Saad Hariri contre son gré et de le chapeauter, Riyad a surtout contribué à fédérer les Libanais derrière leur Premier ministre et à le remettre en selle.

«Le message à l'Arabie ce sera : "Jouez le jeu. Si vous avez peur de l'Iran au Liban, il faut renforcer l'État libanais en aidant son économie, son armée"», ajoute la source européenne.

Saad Hariri est revenu sur sa démission après avoir engagé des consultations avec tous les acteurs libanais, Hezbollah en tête, pour réaffirmer la «dissocia-

tion» ou «distanciation» du Liban des crises régionales. «La "dissociation" sera le maître mot de la réunion de Paris», note-t-on au Quai d'Orsay, même si l'on concède que le Hezbollah ne va baisser pour autant la garde militairement. La décision intempestive du président américain Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël risque en outre de compliquer la donne. «La défense de Jérusalem est un des arguments du Hezbollah», constate Hasni Abidi. La réunion de Paris doit aussi déboucher dans les prochains mois sur un soutien accru à l'armée libanaise, socle de l'unité nationale, et à l'économie libanaise, souligne-t-on au Quai. «Elle est de nature à rassurer les

bailleurs de fonds et de potentiels donateurs, comme la Banque Mondiale, le FMI...», estime Hasni Abidi. Le gouvernement libanais issu des législatures prévues en 2018 devra lancer un ambitieux programme de modernisation des infrastructures, chiffré à plusieurs milliards de dollars, nécessitant des financements internationaux. Une réunion est également prévue en 2018 à Rome pour mobiliser des aides en faveur de l'armée libanaise, aussi bien en formation qu'en matériel. L'Arabie s'était engagée à payer 2,2 milliards d'euros d'équipements militaires français avant de faire volte-face en 2016 en invoquant déjà «la mainmise du Hezbollah» au Liban. R. C.



## Points chauds

### Convictions

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que les adhérents et sympathisants de droite se préparent à voter pour le nouveau président de Les Républicains, les projections pour l'avenir se font plus précises, surtout lorsque tous les sondages donnent Laurent Wauquiez grand vainqueur du prochain scrutin. Toutefois, il est un point qui risque de freiner la «reprise» du grand parti de droite, l'alliance avec le centre. Une alliance de plus en plus essentielle alors que Les Républicains traversent depuis la présidentielle la plus grande crise de leur histoire. Mais il semblerait que la droite soit bel et bien obligée de se passer de cette alliance si Wauquiez venait effectivement à être élu nouveau dirigeant de LR. En effet, le président de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde, prévient qu'«il n'y aura plus d'alliance avec Les Républicains» et sa formation politique si Laurent Wauquiez est élu à la tête de LR. «Je le dis très clairement : il n'y aura plus d'alliance avec Les Républicains en tant que parti. Ce n'est plus possible. Ce qui n'empêchera pas de travailler avec des personnalités qui partagent nos valeurs», indique le leader centriste, en citant Christian Estrosi, Dominique Bussereau, Valérie Pécresse ou Xavier Bertrand. Lagarde propose par ailleurs l'organisation d'«états généraux de reconstruction du centre et de la droite» avec «les nouveaux mouvements qui se réclament de cette droite humaniste», notamment le nouveau parti Agir, présidé par l'ex-LR Franck Riester, et dont les députés siègent dans un même groupe parlementaire avec l'UDI. Considérant comme acquise l'élection de Laurent Wauquiez, le député de Seine-Saint-Denis estime que «Les Républicains s'enferment dans l'ultra-droite qu'il représente», reprochant au président de la région Auvergne-Rhône-Alpes des positions qui «s'éloignent tellement de nos convictions que je ne vois pas quel centriste pourrait accepter la main qu'il leur a tendue». «Il a refusé de faire battre Le Pen au second tour de la présidentielle. Il est dans une obsession identitaire, dans un discours anti-européen, ce qui revient à incarner l'ultra-droite, en tout cas pas la droite humaniste dont l'UDI fut l'alliée», estime encore le patron de la formation centriste, qui dit «constater» l'implosion à venir des Républicains. L'UDI, née en 2012, a jusqu'alors toujours été l'alliée électorale de l'UMP, puis des Républicains. Le premier tour de l'élection des Républicains doit avoir lieu demain. Laurent Wauquiez y affronte Florence Portelli et Maël de Calan, mais peu de doutes subsistent quant à sa victoire. Reste à voir si après sa victoire il tiendra ses promesses droitières qui ont séduit les adhérents LR ou si, au contraire, une fois à la tête de son mouvement il prendra le parti de tiédier son discours, pour plaire non seulement au plus grand nombre, mais surtout pour se distancer de l'extrême droite. F. M.

### Brexit

## Compromis sur les conditions du divorce UE/Royaume-Uni

La Commission européenne et le Royaume-Uni sont tombés d'accord, hier, sur la première phase des négociations du Brexit portant sur les modalités de leur divorce, ouvrant la voie à la discussion sur leur future relation.

Après des mois de lents progrès, les événements se sont accélérés ces derniers jours jusqu'à la rencontre tôt hier matin, annoncée au dernier moment, entre la Première ministre britannique, Theresa May et le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker.

La Commission, qui mène les négociations du Brexit au nom de l'UE à 27, a indiqué qu'un accord de principe avait été trouvé et qu'elle estimait désormais que les «progrès suffisants» exigés par les Européens dans trois domaines jugés clés ont été réalisés : la gestion de la frontière entre l'Irlande et la province britannique d'Irlande du Nord, le règlement financier de la sépara-

tion et les droits des citoyens expatriés. Il revient désormais au Conseil européen, instance qui représente les États membres, de valider le constat de la Commission lors d'un sommet le 14 et 15 décembre à Bruxelles, ce qui permettra d'ouvrir la deuxième phase des négociations sur la «future relation» entre l'UE à 27 et Londres, en particulier commerciale.

Le texte du compromis, publié avec l'accord du Conseil et du Parlement européen, «pourrait être la base de l'accord de retrait» final en prévision du départ britannique fin mars 2019, a expliqué le négociateur en chef de l'UE Michel Barnier.

Le président du Conseil européen Donald Tusk a d'ores et déjà envoyé aux dirigeants des 27 son projet de texte pour établir les grandes lignes directrices des discussions à venir.

«Le défi le plus difficile est devant nous», a cependant avverti M. Tusk, regrettant qu'«autant

de temps ait été consacré à la partie la plus simple des négociations sur le retrait britannique».

Donald Tusk propose de commencer le plus vite possible les négociations sur une période de transition après la date effective du Brexit, prévu le 29 mars 2019.

Un futur accord commercial, est-il rappelé dans le document envoyé par le président du Conseil, que l'AFP a pu consulter, ne pourra être «finalisé et conclu qu'une fois le Royaume-Uni devenu un pays tiers».

Mais le résultat des discussions préliminaires serait regroupé dans une «déclaration politique» accompagnant l'accord final de retrait. Michel Barnier a de son côté estimé qu'au vu des «exigences» déjà émises par les Britanniques, un accord de libre-échange «sur le modèle (de celui établi avec) le Canada» sera l'hypothèse de travail privilégiée par les Européens.





Projection du documentaire «Vivre avec son œil»

# Marc Garanger témoigne de l'atrocité coloniale

■ Le documentaire «Vivre avec son œil», un portrait intimiste sur le photographe de guerre Marc Garanger, témoin des atrocités durant la guerre d'Algérie, a été projeté à Alger dans le cadre de la huitième édition du Festival international du cinéma d'Alger.

Par Abla Selles

En compétition au huitième Festival international du cinéma d'Alger (Fica) dédié au film engagé, le documentaire «Vivre avec son œil» donne la parole à Marc Garanger qui dans les années 1960, alors appelé de l'armée française pendant la guerre d'Algérie, s'est insurgé contre sa hiérarchie en refusant des portraits d'Algériennes voilées, destinées à des photos d'identité.

Réalisé par Naïs Van Laer, ce documentaire de 59 mn consacre une grande partie à la guerre de Libération, vue par le regard de ce photographe qui a été incorporé de force dans les forces armées de son pays, engagées dans la guerre en Algérie.

Alternant témoignages et des images de Marc Garanger, engagé en tant que photographe de régiment à Sour El Ghazlane (Bouira), le documentaire porte un regard «émouvant» sur la guerre de Libération (1954-1960), période à laquelle ce photographe de 80 ans n'avait que 25 ans.

Des photographies troublantes en noir et blanc, témoignant de la violence et de tortures terribles durant la guerre d'Algérie, les exécutions sommaires des prisonniers (corvée de bois) jusqu'aux rituels chamaniques des peuples autochtones

de Sibérie, le documentaire dépeint un portrait d'un photographe sensible qui a immortalisé des crimes de guerre, en Algérie notamment. Présent à la projection, Marc Garanger a qualifié de «viol symbolique» le fait de photographier des femmes forcées à se dévoiler pour des photos d'identité.

«Il n'y a aucune violence de ma part mais c'était la situation qui était violente», s'est défendu le photographe qui se dit être pris au piège de l'armée française qui n'a jamais réclamé, a-t-il poursuivi, les «négatifs» des portraits de femmes qu'il a photographiées. Egalement cinéaste, Marc Garanger qui répondait à une question d'un journaliste lors des débats, a dit que ses «images témoignent de crimes commis par l'armée coloniale en Algérie».

De son côté, la réalisatrice a précisé que les photos des essais nucléaires français à Reggane (Adrar) dans les années 1960 que Garanger a réalisées n'ont pas été retrouvées dans les archives de l'armée française.

Ces photos, a-t-elle souhaité, auraient pu être exploitées dans son documentaire, réalisé au terme de 3 années d'écriture et de tournage.

Dix-huit fictions et documentaires dont trois films algériens concourent au 8<sup>e</sup> Fica, un rendez-vous annuel dédié aux œuvres traitant des conflits, de

l'injustice et des mouvements anticolonialistes à travers le monde. Les films au programme de cette édition sont rediffusés à la Cinémathèque d'Alger.

## Le film «Réparer les vivants» relance le débat sur le don d'organes

Le long métrage «Réparer les vivants», de la réalisatrice française Katell Quillevere, un drame social sur le don d'organes, l'attente des malades et les difficultés de la transplantation, a été projeté au public jeudi soir à Alger.

D'une durée de 103 mn, ce film a été présenté en compétition du 8<sup>e</sup> Festival international du cinéma d'Alger, dédié au film engagé, qui se déroule à Alger depuis le 1<sup>er</sup> décembre.

Ce film montre en premier lieu la détresse de parents suite à un accident de la circulation qui a plongé leur fils, à peine âgé de 17 ans, dans un état de mort cérébrale.

Dans un hôpital, le jeune homme est maintenu en vie artificiellement afin de proposer aux parents de faire don de ses organes. Le film suit brièvement le travail du personnel médical pour faire d'abord accepter aux parents la perte de leur fils puis de leur proposer de faire don de ses organes, un travail psychologique délicat au vu des circonstances dramatiques.



En second lieu, la réalisatrice plante un autre décor dans lequel évolue une femme, souffrant d'une maladie cardiaque en attente d'une greffe, et ses deux enfants qui la soutiennent jusqu'à l'annonce de la disponibilité d'un cœur.

Le film montre également le lourd dispositif médical et logistique mis en place pour prélever, transporter et greffer les organes.

Au delà de l'histoire, «Réparer les vivants» propose un sens de l'esthétique développé et une

prise d'image admirable en plus d'avoir développé une très grande technicité pour reproduire le milieu hospitalier et le geste chirurgical.

Ce film a suscité un vif débat du public, venu nombreux à cette projection, sur la problématique du don d'organes en Algérie où il est difficile de trouver des donneurs ou de pouvoir convaincre les familles de donneurs potentiels. Inauguré le 1<sup>er</sup> décembre, le 8<sup>e</sup> Fica a pris fin hier avec la cérémonie de remises des prix et la projection du film «La route d'Istanbul» de Rachid Bouchareb.

A. S.

## Festival du malouf à Constantine

# Nedjm Kortoba et l'orchestre algéro-tunisien captivent le public

L'orchestre algéro-tunisien et l'association Nedjm Kortoba ont donné, mercredi soir lors de la troisième soirée du 10<sup>e</sup> Festival international du malouf de Constantine sa pleine mesure à la musique andalouse au grand bonheur du public présent au Théâtre régional de Constantine Mohamed-Tahar Fergani.

Créant une alchimie parfaite, l'orchestre algéro-tunisien et ses 23 musiciens ont gratifié les amoureux de musique authentique d'une mosaïque andalouse venue rappeler

que l'art ne s'encombrerait point des frontières dessinées par les hommes.

Les artistes Hamdi Chelghmi et Abbas Righi se sont succédé au chant pour interpréter des parties de la nouba Zidane et nouba H'sin, plongeant l'assistance dans les racines de la musique andalouse avec des morceaux tels que «Salema Alia», «Ayouha Essaki ilayka El Mouchtaka».

Longuement applaudis, l'orchestre mixte a clôturé son spectacle, placé sous le thème «Des ponts de malouf» de la plus belle des

manières en interprétant «Ya habibi Ferajni» avant de laisser la scène à l'Association Nedjm Kortoba.

Déjà lauréate en 2014 du «premier prix du Festival national de malouf de Constantine» et du Festival national du Haouzi de Tiemcen, Nedjm Kortoba et ses 17 membres ont régalé l'assistance avec une nouba Rasd eddil et les morceaux «Ya Men Malek Fouadi» «Ya Ghosne El Nka», «Ataki Allah ya Moudib kalbi» portés par la voix de Lilia Halimi.

M. K.

## Musique

# Album posthume de Jimi Hendrix en mars 2018

Un album posthume du célèbre rocker américain Jimi Hendrix, composé de dix morceaux enregistrés quelques mois avant sa mort en 1970, sortira le 9 mars 2018, ont annoncé jeudi les héritiers du guitariste

de génie.

«Both Sides of the Sky» doit être le dernier opus d'une trilogie d'albums posthumes et suivra deux disques déjà sortis en 2010 et 2013.

On retrouvera dessus notam-

ment une reprise du morceau «Woodstock» de Joni Mitchell, un morceau que la Canadienne avait écrit après avoir manqué le célèbre festival de 1969, auquel Jimi Hendrix avait lui participé.

Jimi Hendrix avait enregistré sa version de «Woodstock» avec une autre légende de la guitare: Stephen Stills, du mythique groupe des années 1970, Crosby, Stills, Nash & Young.

L'album contiendra également une nouvelle version restaurée de «Cherokee Mist», un morceau par lequel Hendrix célèbre ses origines amérin-

diennes et joue de la cithare.

«La vraie maison de Jimi était son studio. C'est là où la musique et la magie se faisaient», a déclaré Eddie Kramer, l'ancien producteur du guitariste, qui a été impliqué dans la conception de l'album.

«Both Sides of the Sky» contiendra des morceaux enregistrés entre janvier 1968 et février 1970. Jimi Hendrix, qui luttait contre une addiction à la drogue et à l'alcool, est mort à 27 ans dans un hôtel de Londres en septembre 1970.

R. C.

## Rencontre littéraire

Les éditions Chihab vous invitent à une rencontre-débat avec Gisela Goethner Ait-Mokhtaret Daho Djerbal à l'occasion de la parution de l'ouvrage La guerre d'Algérie en France Mémoires et combats (1956-1962) Le samedi 9 décembre à 14h30 à la librairie Chihab, 10, avenue Brahim Gharafa, Bab El Oued-Alger centre Votre présence nous honore

## RENDEZ-VOUS CULTURELS

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih (Ouled Fayette, Alger)

Dimanche 10 et lundi 11 décembre à 19h:

Concert «Valse de Vienne» par l'Orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger sous la direction du maestro Amine Kouider.

Cinémathèque algérienne (26, rue Larbi-Ben-M'hidi, Alger-Centre)

Jusqu'au 9 décembre: 8<sup>e</sup> édition du Festival international du cinéma d'Alger.

Galerie Mohammed-Racim (7, avenue Pasteur, Alger-Centre)

Jusqu'au 2 janvier 2018: Exposition de peinture thème: «L'Algérie porte d'Afrique» avec les artistes peintres Hakim Bouchakour, Dokman Omar Dris, Tahar Hadhoud.

Atelier Rochedi (Beauséjour, Bir Mourad Rais, Alger)

Jusqu'au 15 décembre: Exposition «Moonlight» des artistes Valentina Ghanem et Rochedi Bessaih.



## Coup-franc direct

Ne pas rater cette opportunité

Par Mahfoud M.

La FAF a vu juste en proposant la candidature de son vice-président Bachir Ould Zemerli pour un poste de membre de l'exécutif de la CAF pour les élections qui auront lieu lors des prochains jours au Caire. Ould Zemerli sera en concurrence avec un Libyen, mais ses chances de passer sont grandes étant donné que l'Algérie bénéficie du soutien de certains membres influents de la CAF. Il est clair que notre pays ne devrait pas rater cette opportunité de présenter un membre qui aura la lourde tâche de faire du lobbying pour le compte de notre balle ronde nationale qui est depuis quelque temps sur la touche sur le plan continental. Il faut dire que l'Algérie n'a pas réussi à décrocher ne serait-ce qu'une seule compétition africaine, alors que certains pays ont pu en abriter deux dans un laps de temps court, comme la Guinée et le Gabon. On ne cessait de nous dire que l'ancien patron de la FAF Mohamed Raouraoua était bien placé pour donner à l'Algérie la place qu'il lui échoie en Afrique, mais nous n'avons malheureusement rien récolté. Avec la venue de la nouvelle équipe dirigeante, il est temps de tout tenter pour faire la promotion de notre pays et décrocher une compétition qu'on pourrait organiser dans l'avenir, surtout avec la réception prochaine de certains nouveaux stades, à l'exemple de ceux de Baraki et d'Oran, bientôt opérationnels, alors que les travaux avancent au niveau des stades de Douéra et de Tizi-Ouzou.

M. M.

## Meilleur footballeur arabe 2017 Yacine Brahimi est nommé

L'INTERNATIONAL algérien du FC Porto, Yacine Brahimi, figure sur la liste des dix joueurs nommés pour le Prix du Meilleur footballeur arabe de l'année 2017, décerné par l'Union arabe de la presse sportive (UAPS), à l'occasion de sa troisième édition. La commission spéciale du référendum de l'UAPS, présidée par le Marocain Badreddine Al-Idrissi et composée des membres Abdallah Al Marii (Qatar), Mohamed Al-Sheikh (Arabie saoudite) et Zouheir Ourimi (Tunisie), a proposé les noms de dix joueurs, à partir de leurs performances au sein de

leurs clubs et sélections nationales. Le vainqueur de l'édition 2017 succèdera à l'international algérien, Ryad Mahrez (Leicester City/Angleterre) vainqueur en 2016, alors que le trophée de la première édition (2015) est revenu au joueur marocain de Juventus de Turin, Mahdi Benatia.

Yacine Brahimi a contribué grandement à la qualification du FC Porto, mercredi soir à domicile, aux 8<sup>es</sup> de finale de la Ligue des champions, auteur d'un but et d'une passe décisive lors de la large victoire contre Monaco (5-

### Liste des 10 joueurs nommés pour le titre de meilleur footballeur arabe 2017:

Yacine Ibrahim (Algérie/FC Porto), Mohamed Salah (Egypte/Liverpool), Omar Al Souma (Syrie/Ahly Djeddah d'A.Saoudite), Karim Al Ahmadi (Maroc/Feynoord Rotterdam des Pays Bas), Naouaf Al Abed (A.Saoudite/Ahly Djeddah d'A.Saoudite), Yousef Msakni (Tunisie/Al-Duhail du Qatar), Omar Abderrahmane (Emirats)/Al Ahly émirati, Omar Kharbaine (Syrie/Al Hilal d'Arabie Saoudite), Achraf Bencherki (Maroc/Widad AC) et Mohannad Abderrahim Karrar (Irak/Al-Dhafra émirati).

### Coupe d'Afrique des clubs

## Les Pétroliers décrochent leur billet

LE GS Pétroliers disputera bel est bien la phase finale de la Coupe d'Afrique des clubs champions, prévue du 11 au 20 décembre à Tunis. Le représentant algérien a décroché l'un des billets qualificatifs après avoir bouclé le tournoi de qualification de la Zone 1 avec 4 victoires contre 1 défaite, ce jeudi à Monastir (Tunisie).

Mission accomplie pour le champion d'Algérie en titre. Avec un bilan plus que satisfaisant dans le tournoi de qualification de la Zone 1, le GS Pétroliers s'adjuge le droit de prendre part à la plus prestigieuse des compétitions continentales.

Pour ce faire, les Pétroliers ont débuté la compétition sur les chapeaux de roues en enchaî-

nant trois victoires de suite. Les camarades de Mounir Benzeagala ont dominé les deux formations libyennes d'Al Ittihad (85-61) et d'Al Nasr (89-60) avant de poursuivre face aux Marocains de MAS (71-68).

Le GSP a été stoppé dans son élan, mercredi, par le club organisateur, l'US Monastir en l'occurrence (72-85), avant de rebondir ce jeudi en battant l'autre club marocain, l'AS Salé (87-85).

A la faveur de ce joli parcours, le GSP s'assure de terminer dans les trois premières places qualificatives pour la Coupe d'Afrique des clubs champions (messieurs), prévue du 11 au 20 décembre à Tunis, au même titre que l'AS Salé et l'US Monastir.

## Ligue I Mobilis (14<sup>e</sup> journée)

# Le MCA explose l'USMH

Le Mouloudia d'Alger a enfoncé l'USM El Harrach, la battant sur le score de (2/0) lors du derby algérois qui a eu lieu jeudi soir au stade du 5-Juillet pour le compte du match avancé de la 14<sup>e</sup> journée de la Ligue I.

Par Mahfoud M.

Il faut savoir que le MCA remporte, à l'occasion, son deuxième derby de la saison après celui face au Paradou AC sur le score de (2/1). Les banlieusards ont pourtant bien résisté lors de la première période qui s'était terminée sur le score nul. Ce n'est qu'en seconde période que les pouillains d'coach tunisien, Hamadi Dou, ont flanché, laissant des espaces aux Mouloudéens qui ne se sont pas fait prier pour planter deux banderilles et remporter les trois points de la rencontre qui restent très importants pour la suite du parcours de ce club qui souhaite jouer les premiers rôles cette saison et décrocher une place qualificative à une compétition africaine la saison prochaine.

Hachoud, en bon capitaine, a montré la voix à suivre à ses coéquipiers en ouvrant le score à la 63<sup>e</sup> minute sur un coup franc direct magistralement exécuté. Sur sa lancée, le MC Alger est parvenu à doubler la mise dans la foulée par l'entremise de Bendebka (65<sup>e</sup>). Alors que les Harrachis venaient juste de faire la remise en jeu, l'ex-nahdiste chipe le ballon dans le milieu du terrain et, à la suite d'un très joli



Le Doyen enfonce plus les Harrachis

une-deux avec Nekkache s'en va inscrire le deuxième but du MCA.

Fort de ce succès, le Doyen remonte provisoirement sur la 3<sup>e</sup> marche du podium (22 pts). De son côté, l'USMH enchaîne sa 3<sup>e</sup> défaite et reste clouée à l'avant-dernière position au classement (15<sup>e</sup>, 9 pts). Les Harrachis continuent à manger leur pain noir et sont dans une position pas très confortable. Certains pensent que c'est logique, vu la situation

critique que vit le club sur le plan administratif avec une direction très critiquée. Les supporters avaient d'ailleurs organisé un sit-in à la placette d'El Harrach pour réclamer le départ du président Bensamra qu'ils jugent incapables de gérer le club, surtout qu'il n'a pas régularisé la situation financière des joueurs, ce qui a conduit à une grève par deux fois.

M. M.

## Suite de la 14<sup>e</sup> journée aujourd'hui Le CRB à l'épreuve du Nasria

Le stade du 20-Août 55 d'Alger devrait faire le plein lors du derby passionnant qui mettra aux prises le CR Belouizdad au Nasr d'Hussein-Dey pour le compte de la 14<sup>e</sup> journée de la Ligue I Mobilis qui se poursuit cet après-midi après les matchs d'hier et de jeudi dernier. Se trouvant dans une situation difficile, enregistrant neuf nuls d'affilée, le Chabab n'aura d'autre choix que de l'emporter lors de cette empoignade surtout qu'il rencontre le voisin nahdiste qui n'est pas dans une meilleure situation que lui. Les coéquipiers de Draoui savent ce qui les attend et sont décidés à prendre les trois points qui restent très précieux pour la suite du parcours. Les Rouge et Blanc entreront avec une grande détermination pour tenter de surprendre leur vis-à-vis dès le

début de ce match. Les pouillains du Serbe Todorov savent que leur mission ne sera pas de tout repos mais restent confiants, surtout qu'ils seront soutenus par leurs nombreux fans qui se déplaceront en force pour les encourager. Le Nasria, lui, ne sera pas en reste et essaiera de réussir l'essentiel et prendre les trois points vu qu'il souhaite se reprendre après le nul enregistré à domicile lors de la précédente journée face à l'Entente de Sétif. Gasmi and co savent ce qui les attend dans ce match et ne se laisseront pas faire même s'il n'est pas évident qu'ils puissent l'emporter lors de cette rencontre. Pour ce qui est des absents, le CRB sera privé de Hamia, Laribi et Tariket, tous blessés, alors que le NAHD jouera sans Herida, blessé et Boulaouidat et Ardji qui

devraient changer d'air lors du mercato après avoir résilié leurs contrats. Pour le deuxième match qui aura lieu ce samedi, l'US Biskra tentera son va-tout en recevant l'USM Bel-Abbès. Se trouvant dans une situation difficile, la formation biskrienne se doit de l'emporter si elle souhaite sortir de la zone de turbulence. Toutefois, ce ne sera pas évident face à une équipe qui se comporte bien à l'extérieur de ses bases et se déplacera à la capitale des Zibans pour tenter de créer la surprise et revenir avec un résultat probant.

M. M.

**Le programme :**  
**Samedi 9 décembre 2017 :**  
USB - USMBA (15 h à huis clos)  
CRB - NAHD (16h)

### EN locaux

## Le match amical face aux EAU confirmé

La sélection nationale des locaux affrontera en amical son homologue des Emirats arabes unis le 23 décembre à Dubaï, a indiqué jeudi la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site internet.

«La sélection nationale des locaux, qui sera en regroupement du 17 au 24 décembre

2017, disputera un match amical contre la sélection des Emirats arabes unis sur invitation de la Fédération émiratie de football», a indiqué la FAF sur son site internet. Non concernée par le Championnat d'Afrique des nations 2018 des locaux, les Verts seront en regroupement à partir du 17 décembre au centre

technique de Sidi-Moussa (Alger), sous la conduite d'un staff technique guidé par le sélectionneur national Rabah Madjer.

D'après la même source, la délégation algérienne s'envolera pour Dubaï le 19 décembre et rentrera à Alger le 24 décembre, soit au lendemain du match.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tizi Ouzou

## Un voleur à l'intérieur des mosquées condamné à 3 ans ferme

Le tribunal de Tizi Ouzou a prononcé, jeudi, la peine de 3 années de prison ferme assortie d'une amende de 100 millions de centimes à l'encontre d'un individu qui s'adonnait aux vols de fidèles à l'intérieur des mosquées pendant l'accomplissement de la prière. Il a été interpellé en flagrant délit par les éléments de la deuxième sûreté urbaine de la ville de Tizi Ouzou. Il s'adonnait au vol d'objets de fidèles comme les téléphones portables, les clés de maison et de voiture. L'individu, connu des services de sécurité, a reconnu les faits qui lui sont reprochés au moment de sa comparution devant la justice.

H. M.

«Prétendu rejet» par les députés d'un amendement sur tamazight

## Un «canular» selon le HCA

LE «PRÉTENDU rejet» par les députés à l'Assemblée populaire nationale (APN) d'un amendement portant généralisation de la langue amazighe et son caractère obligatoire s'est révélé «un canular savamment orchestré pour l'instrumentaliser à des fins contraires aux idéaux de tamazight, socle commun à tous les Algériens», a indiqué jeudi le secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad. «Le prétendu rejet par les députés à l'APN d'un amendement portant généralisation de la langue amazighe et son caractère obligatoire s'est révélé au grand jour. Il s'agit bien d'un canular savamment orchestré pour l'instrumentaliser à des fins et objectifs contraires aux idéaux de tamazight, socle commun à tous les Algériens et élément fondamental de la cohésion sociale», a déclaré à l'APS M. Assad. «Nous tenons à exprimer notre profonde désapprobation devant ces manœuvres tendancieuses qui sèment la confusion et la régression et qui, par ricochet, provoqueraient ire et protestation dans une partie de notre grande nation», a précisé le même responsable. «Le motif de cette instrumentalisation est de dire qu'il y a atteinte à tamazight», a-t-il dit, soulignant que «notre déception est d'autant plus grande que cette supputation est porteuse de conséquences imprévisibles. Elle pourrait impacter négativement sur la stabilité du pays». Le SG du HCA en appelle à «la sérénité qu'exige la situation sociopolitique du pays», ajoutant que «cette exploitation tendan-

cieuse d'un prétendu rejet doit être clarifiée et expliquée pour en juguler et neutraliser la nuisance». Relevant que «les récentes avancées politiques et constitutionnelles sont indéniablement des acquis majeurs, attendus et salués par l'essentiel des composantes de la nation», M. Assad a constaté que «des subterfuges et des entraves sont dressés ça et là pour empêcher l'entame de la socialisation de tamazight». «Nous assistons encore à une tentative de déstabilisation d'un processus irréversible de parachèvement du cadre juridique d'application des dispositions de la Constitution qui permettra la dotation de tamazight de conditions approuvées à sa promotion au plan culturel et l'instauration, au plan linguistique, des approches et outils scientifiques et académiques requis», a souligné M. Assad. Il a indiqué également que «certains, versant carrément dans l'amalgame, prétendent que même le budget de tamazight est revu à la baisse», précisant que «la réalité du mode de financement de la promotion de tamazight et des institutions qui y veillent, contredit cette allégation». La reconnaissance juridique «existe», a assuré M. Assad, précisant qu'«il nous appartient de faire avancer la pratique militante». «L'activisme ne suffit plus, il faut produire, former, diffuser, normaliser et aménager notre langue. Il s'agit aujourd'hui de rattraper le retard accusé dans le domaine de la recherche et des TIC», a-t-il soutenu.

Hani Y.

Hussein-Dey

## Un individu arrêté pour vol de plus de 3,7 millions DA d'un CCP

LES SERVICES de Sûreté de la wilaya d'Alger ont arrêté un sexagénaire pour le retrait de 3 730 000 DA du compte courant d'un citoyen en utilisant des chèques falsifiés, a indiqué hier un communiqué émanant des mêmes services. Le suspect, repris de justice dans des affaires similaires, a été présenté devant le procureur de la

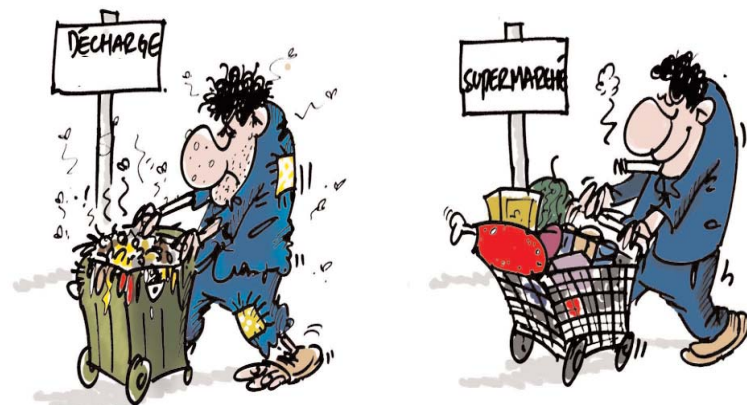
République territorialement compétent et mis en détention provisoire pour «vol par escroquerie, faux et usage de faux et usurpation d'identité», ajoute le communiqué. Dans une affaire distincte, un individu suspect a été arrêté en possession de 500 g de kif traité (six plaques) dans un quartier de la commune d'Aïn Benian (Alger).

R. T.

## Ce qui attend les algériens

2018

2017



Loumis

Djalou@hotmail.com

Grève du Cnapeste depuis 10 jours

## Les examens ajournés à Béjaïa

■ La commission ministérielle dépêchée d'Alger mardi dernier à Béjaïa afin de plancher avec la direction de l'éducation et d'autres secteurs concernés sur les nombreux dossiers en suspens qui ont poussé les syndicats à relancer leur mouvement de protestation, poursuit toujours sa tâche.

Par Hocine Cherfa

La commission continue à travailler avec les nombreux responsables de la direction de l'éducation et autres secteurs comme le CF, la Fonction publique, les responsables des domaines, etc. afin de traiter les dossiers en souffrance. Elle poursuit son travail avant de rencontrer ses membres et surtout pas avant de voir du concret et des engagements clairs et fermes concernant la prise en charge des dossiers qui fâchent comme «l'assainissement des situations administratives et financières en souffrance, l'assainissement et la régularisation des différents logements qui tardent à voir leur traduction sur le terrain, la dotation des établissements scolaires des trois paliers en moyens pédagogiques, sachant que ceux existant actuellement, l'ouverture du siège de

médecine du travail, la dotation des nouveaux établissements en équipements et moyens matériels, la prise en charge des dossiers de départ en retraite de cette année non encore régularisés tel que prévu, l'assainissement du parc logements, la réhabilitation des infrastructures éducatives et sportives qui souffrent de maux divers (délabrement, insuffisance et entretien défaillant...). Le Cnapeste relève également «la mauvaise gestion (la non-gestion) qui caractérise certains établissements des trois paliers et un manque d'encadrement généré par la confection aléatoire des cartes administratives, sans tenir compte des besoins réels des établissements des trois paliers. Ainsi, la grève a bouclé sa deuxième semaine et la compromission des examens du 1<sup>er</sup> trimestre se précise chaque jour un peu plus. On parle du report des examens du 1<sup>er</sup> trimestre dans les trois paliers de l'enseignement (primaire, moyen et secondaire) à la

après, car il sera très difficile d'imposer aux élèves des examens pendant la période des vacances, comme on l'a vu les années passées. Le report des examens du premier trimestre aura bel et bien lieu. Le calendrier des examens trimestriels élaboré par le ministère de l'Education nationale est déjà compromis, notamment pour les cycles moyen et secondaire, qui devaient se dérouler du 3 au 7 décembre courant. Quant au 1<sup>er</sup> palier (primaire,) les examens sont programmés à partir de ce dimanche et n'auront pas lieu, du moins dans certains établissements où la grève est suivie. Le coordinateur du Cnapeste nous déclarait avant-hier que le mouvement se poursuivra jusqu'à la proclamation des conclusions de la commission ministérielle. Il s'est montré déterminé, comme lors du rassemblement de mercredi matin, à poursuivre son mouvement jusqu'à satisfaction pleine et entière de sa plateforme de revendications.

H. C.

Au large d'El Kala

## Un cadavre repêché et quatre harraga secourus

UN CADAVRE a été repêché et quatre jeunes candidats à l'émigration clandestine ont été secourus hier matin au large de la plage Messida à El Kala (El Tarf), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. L'opération de sauvetage, exécutée vers 8h30 au niveau de la plage Messida par les gardes-côtes de la façade maritime Est

en étroite coordination avec les services de la Protection civile, a permis de sauver la vie à quatre jeunes issus de la commune de Azzaba, dans la wilaya de Skikda, a-t-on indiqué, détaillant que le groupe se trouvait à près de 5 miles marins d'El Kala. Agés entre 20 et 37 ans, les candidats à l'émigration clandestine étaient à bord d'une embarca-

tion de fortune, a-t-on encore souligné. Les quatre jeunes ont été transférés vers l'hôpital d'El Kala pour les soins nécessaires tandis que le cadavre repêché a été acheminé vers la morgue du même établissement de santé pour les besoins de l'autopsie, a-t-on signalé.

K. L.